

Service prévention des risques anthropiques
1 rue du Parlement - BP 80556
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

CHALONS-EN-CHAMPAGNE,
le 9 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SODETAL AWT SAS

110 route Nationale
55310 Tronville-En-Barrois

Références : 24-541_ 0006200922_GG/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 octobre 2024 de l'établissement SODETAL AWT SAS implanté 110 route Nationale à Tronville-en-Barrois (55310). L'inspection a été annoncée le 24 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODETAL AWT SAS
- 110 route Nationale 55310 Tronville-en-Barrois
- Code AIOT : 0006200922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancien site SODETAL était une installation classée relevant du régime Seveso Seuil Haut. L'activité a été définitivement arrêtée en mars 2017. La société est aujourd'hui en liquidation judiciaire représentée jusqu'en juillet 2023 par Maître Dechrsté, et par Maître Duboc depuis.

La visite d'inspection fait suite à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2024/859 du 15 avril 2024, pris à l'encontre de Maître DUBOC en tant que représentant de la société SODETAL AWT SAS. Maître DUBOC était mise en demeure de produire un échéancier chiffré et détaillé des travaux nécessaires à la mise en sécurité du site, au titre de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement, et de procéder à la réalisation de ces mêmes travaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Évacuation des produits	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 2	Consignation	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dangereux et déchets			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Inventaire et chiffrage des opérations de mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bureau d'étude CORAVAL, missionné par Maître DUBOC, a produit un état des lieux et chiffrage détaillé des différents travaux à mener pour répondre aux exigences de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement.

Ce document, intitulé "Synthèse des actions menées dans le cadre de la mise en sécurité depuis la fermeture du site" (Réf 20230024/VersionA), présenté à Monsieur le Préfet de la Meuse lors de la réunion du 2 avril 2024, mettait en évidence cinq lignes de travaux différentes pour procéder à la mise en sécurité du site. La réalisation de l'ensemble de ces opérations a été estimée à 312k €.

Depuis la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, maître DUBOC a engagé des montants sur plusieurs lignes de travaux, dont certains sont toujours en attente de validation au tribunal de commerce de Bar-le-Duc.

Parmi les opérations détaillées dans le dossier transmis par Coraval, seules les opérations suivantes ont été menées :

- Sécurisation du spectromètre de masse
- Analyse des quatre transformateurs suspectés de contenir du PCB, évacuation du transformateur dépassant une concentration de 50ppm.
- Vidange et nettoyage complémentaire de la station de détoxification des effluents cyanurés

Les comptes-rendus de travaux pour les différentes opérations ont tous été transmis par la liquidation judiciaire.

Les travaux non effectués à la date de la visite d'inspection sont donc les suivants :

- Vidange et nettoyage des fosses des bains de tréfilage ; curage et nettoyage des réseaux de canalisation et des 16 caniveaux associés
- Gestion des déchets dangereux résiduels
- Gestion des déchets non dangereux inflammables
- Mise en sécurité des équipements de l'atelier de patentage contaminés au cyanure et nettoyage de l'installation de traitement des effluents gazeux
- Réfection de la clôture du site

L'inspection propose à monsieur le Préfet un arrêté de consignation de somme portant sur les travaux restants à effectuer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire et chiffrage des opérations de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 15/04/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de réaliser les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">➤ sous un délai ne dépassant pas 1 mois :<ul style="list-style-type: none">• entreprendre l'ensemble des mesures visant à répondre à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et à ce titre :<ul style="list-style-type: none">○ élaborer un inventaire précis des opérations de mise en sécurité du site restant à réaliser, comportant la liste exhaustive et un chiffrage précis de tous les produits et déchets à évacuer du site et à éliminer dans des installations autorisées à cet effet, planifiant ces opérations, ce tableau de bord devant prendre en compte la dépollution de tous les équipements, matériels et réseaux de l'établissement ayant contenu des matières dangereuses,○ [...]• effectuer la proposition d'usage future au propriétaire et à la collectivité prévue à l'article L.512-39-2 du code de l'environnement;
Constats : Maître DUBOC a transmis un chiffrage des différents travaux à mener pour mettre le site en sécurité. Ce chiffrage n'était pas accompagné d'un échéancier précis, mais les échanges entre l'inspection des installations classées et le bureau d'étude Coraval ont permis de définir des priorités pour les actions à mener. Ces mesures sont décrites dans le document « Synthèse des actions menées dans le cadre de la mise en sécurité depuis la fermeture du site », (Version du 5 avril 2024, N°20230024/A). Les opérations nécessaires à la mise en sécurité sont séparées en cinq lignes de travaux précises : <ol style="list-style-type: none">1. Vidange et nettoyage des fosses des bains de tréfilage et de curage / nettoyage des réseaux de canalisation et des 16 caniveaux associés : 185 556 € TTC2. Vidange et nettoyage complémentaire de la station de détoxification des effluents cyanurés : 42 144 € TTC3. Gestion des déchets dangereux résiduels : 62 549 € TTC Monsieur Touller a indiqué à l'inspection que la gestion des déchets dangereux serait traitée en deux temps, avec d'abord les déchets dangereux cyanurés, puis le reste des déchets dangereux. <ol style="list-style-type: none">4. Gestion des déchets non dangereux inflammables : 16 860 € TTC Ce montant est calculé sous réserve que les déchets non dangereux inflammables en question ne soient pas contaminés au cyanure. Dans le cas contraire, le coût de traitement sera beaucoup plus élevé. <ol style="list-style-type: none">5. Mise en sécurité des équipements de l'atelier de patentage contaminée au cyanure et nettoyage de l'installation de traitement des effluents gazeux Compte-tenu de la complexité et du niveau de contamination au cyanure de la machine, le chiffrage de la décontamination n'a pas été réalisé. Le prix du chiffrage est lui-même estimé à 13. 452 € TTC. A ce jour le chiffrage n'a pas été réalisé.

Le prix de l'ensemble des opérations est donc estimé à **312 005,74 € TTC**. Le chiffrage fourni est complet, et prend en compte l'ensemble des constats effectués lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2023.

La proposition d'usage futur a été adressée à la mairie de Tronville-en-Barrois en date du 22 mai 2024, et vaut pour un usage industriel.

Les prescriptions rappelées ci-dessus (inventaire et consultation sur l'usage) ont été respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

Article 2 : prescriptions

[...]

Evacuer les déchets dangereux et les déchets présents sur le site ;

Interdire l'accès au site ;

Placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R.512-39-3 dudit Code.

Constats :

Ces mesures visant à répondre à la prescription précitée comprennent entre autres les lignes de travaux suivantes, identifiées et chiffrées par le bureau d'étude Coraval, pour le compte de Maître Duboc, dans le document « Synthèse des actions menées dans le cadre de la mise en sécurité depuis la fermeture du site », (Version du 5 avril 2024, N°20230024/A)

- Vidange et nettoyage des fosses des bains de tréfilage et curage/nettoyage des réseaux de canalisation et des 16 caniveaux associés. **Aucune action n'a été menée depuis la visite d'inspection du 29 novembre 2023.**
- Vidange et nettoyage complémentaire de la station de détoxification des effluents cyanurés. **Les travaux de vidange étaient en cours lors de l'inspection.** Un compte-rendu de travaux est attendu.
- Gestion des déchets dangereux résiduels : **Aucune action n'a été menée depuis la visite d'inspection du 29 novembre 2023.**
- Gestion des déchets non dangereux inflammables : **Aucune action n'a été menée depuis la visite d'inspection du 29 novembre 2023.**
- Mise en sécurité des équipements de l'atelier de patentage contaminée au cyanure et nettoyage de l'installation de traitement des effluents gazeux (sels de cyanures): **Aucune action n'a été menée depuis la visite d'inspection du 29 novembre 2023.**

Par ailleurs des actions visant à limiter l'accès au site ont été mises en œuvre (mise en place de panneaux). Néanmoins la sécurisation de l'accès Ouest, prescrite dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2024 site n'a pas été réalisée.

D'autres actions ont également été menées. La mise en sécurité de l'appareil émettant des rayons X et le prélèvement du diélectrique des 04 transformateurs extérieurs pour analyse PCB ont été

réalisée le 29 mai 2024. A l'issue des analyses un transformateur PCB a été évacué. Les comptes-rendus de travaux correspondants ont été transmis à l'inspection.
A ce stade le site n'est pas placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R.512-39-3 dudit Code.

Compte-tenu du non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2024, l'inspection propose de consigner une somme équivalente aux coûts des travaux prévus et non réalisés par l'exploitant. En plus des coûts estimés pour les travaux, une somme de 2000 euros est ajoutée pour la sécurisation des accès

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit satisfaire aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 14 avril 2024. A ce titre, l'exploitant doit mener les actions demandées et justifier des actions réalisées.

Par ailleurs, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance de clôturer le site au regard des risques qu'il présente.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Proposition de délais : 1 mois